

ELÉANORE BRETON

### Soutenance de thèse

Thèse pour l'obtention d'un doctorat en sociologie présentée par Eléanore Breton

La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015).

#### Jury

M. Philippe Bezes, directeur de recherches, CNRS (CEE-Sciences Po), rapporteur  
M. Didier Demazière, directeur de recherches, CNRS (CSO-Sciences Po), examinateur  
Mme Anne-Cécile Douillet, professeure, Université Lille 2 (CERAPS), rapporteure  
Mme Marie-Anne Dujarier, professeure, Université Paris 7 Denis-Diderot (LCSP), co-directrice de thèse  
Mme Brigitte Gaïti, professeure, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (CESSP), co-directrice de thèse  
M. Olivier Giraud, directeur de recherches, CNRS (LISE-CNAM), examinateur  
Mme Marie-Vic Ozouf-Marignier, directrice d'études, EHESS (CRH), examinatrice

#### Résumé de la thèse

Cette thèse porte sur la contractualisation des subventions mise en place par les conseils généraux, à destination des collectivités locales infra-départementales. Ces politiques de territorialisation de l'action publique s'inscrivent dans des dynamiques de recomposition des rapports de pouvoir entre les collectivités locales. A partir d'une étude de cas, la thèse montre comment les « contrats de territoire » sont construits et mis en œuvre, dans les années 2000, comme des instruments devant permettre au conseil général, fragilisé par les réformes des institutions locales, d'exercer une emprise sur son territoire. La confection de règles, d'organisations du travail, de savoirs et d'outils statistiques et cartographiques, contribue à structurer une « raison du territoire » départemental. Ces ressources constituent pour le conseil général de nouveaux appuis qui lui permettent d'endosser un rôle d'« expert-prescripteur » de l'aménagement de son territoire. Les processus qui concourent à la revendication de cette juridiction territoriale par le conseil général sont saisis empiriquement à partir de l'analyse des multiples investissements matériels et idéels qu'elle suppose et des relations politico-administratives qui la trament. Cette approche à hauteur d'acteurs permet de mettre en évidence les rapports d'interdépendance et les asymétries qui configurent les relations politiques locales et de saisir les limites d'une telle entreprise. La thèse se situe à la croisée d'une sociologie de l'action publique « en train de se faire » et d'une sociologie du travail politique et administratif. Elle interroge ce que les instruments de gouvernance, comme la contractualisation, et les tentatives de contrôle politique qu'ils renferment peuvent nous apprendre sur les formes contemporaines de gouvernement local et d'inscription territoriale du pouvoir.

**Mots clés :** Contractualisation – Conseil général – Action publique locale – Territorialisation – Réforme territoriale – Instrument d'action publique



9 décembre 2019

14h

Paris Saint-Martin/Conté

**Amphithéâtre Fabry-Perot- 292, rue saint-Martin. Paris 3ème**

[Plan d'accès](#)

/\*\*/ #encadres .encadre.encadre\_generique.encadre--1{ border:none!important; }/\*\*/

[voir le site du Lise](#)

<http://lise-cnrs.cnam.fr/soutenance-de-these-1122659.kjsp?RH=1401287183479>